



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2807
20 mai 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Tout augmente Salaires et pensions doivent suivre !



Nathalie Arthaud en campagne à Aubervilliers.

Législatives Les candidats de Lutte ouvrière

Page 16

27, 28 et 29 mai à Presles

La fête

Pages 7 à 10



PHOTOSLO

Leur société

- Borne : une carrière au service du patronat 3
- Smic : pouvoir vivre de son salaire 3
- Il manque 500 euros : eux-mêmes le disent ! 3
- Prestations sociales : une hausse misérable 3
- Castex : très cher « couteau suisse » 4
- Djebbari : atterrissage en douceur 4
- Abu Dhabi : condoléances en Rafale 4
- Canonisations : l'Église et sa fille aînée 4
- Saint-Denis : les cow-boys de la police nationale 5
- Police : scènes de torture à Juvisy 5
- Malik Oussekine : un assassinat d'État 5
- Maternités fermées : des palliatifs dérisoires 6
- Racisme : des crimes encouragés 6
- Ordures ménagères : augmentations prévues 6
- Dimanche 22 mai : hommage à la Commune 6

Dans le monde

- Sri Lanka : de la crise à la faillite 11
- Palestine : un crime de l'armée israélienne 11
- Finlande, Suède et OTAN : la politique de Poutine renforce l'impérialisme 12
- États-Unis : tueurs racistes à l'œuvre 12
- Frontex : l'Europe contre les migrants 12

Dans les entreprises

- Novares - Libercourt 13
- Travailleurs sans papiers : pour la régularisation, la lutte continue 13
- Roray Films Europe - Ain 14
- Industrie chimique : les empoisonneurs 14
- Les perfluorés 14
- La CANE - La Réunion 14
- Tours et Métropole 15

Élections législatives

- Les candidats de Lutte ouvrière 16

Fête de Lutte ouvrière
7 à 10

Tout augmente : les salaires et les pensions doivent suivre !

L'arrivée de la Première ministre Élisabeth Borne et la mise en place du nouveau gouvernement vont faire jaser le monde politique et ses scribouillards de journalistes pendant quelques jours. Mais cela a tout du plat réchauffé. Quelle que soit la sensibilité politique de tel ou telle ministre, ces sous-fifres serviront les capitalistes, quoi qu'il nous en coûte, à nous, travailleurs. Alors le plus important n'est pas ce qui se passe à Matignon.

Le plus important est ce qui se passe du côté des rayons de supermarché et des prix affichés à la pompe à essence. Le plus préoccupant est cette valse des étiquettes qui s'emballent semaine après semaine.

Pour faire passer la pilule, nous avons maintenant droit, à chaque journal télévisé, à une petite leçon de consommation : comment consommer malin, l'astuce pour réduire le prix du chariot, l'appli pour chasser les promos, les vertus de l'achat en gros et du stockage, les avantages du covoiturage ou du vélo...

Oh, le gouvernement et ses perroquets ont des idées pour que nous nous serrions la ceinture ! Le problème, c'est que bien des gens le font déjà. Et quand le kilo de tomates peut atteindre 5 euros, quand le prix de l'huile ou du poulet double, il n'y a pas d'astuce qui tienne : il faut se priver. C'est une catastrophe pour des millions de personnes et cela le devient pour des millions d'autres.

Quand les politiciens et les économistes nous disent que le pire est à venir, il faut les croire !

Tout se conjugue pour aggraver la crise : les conséquences économiques de la guerre en Ukraine, les confinements en Chine, les phénomènes de sécheresse aux quatre coins du monde... Tout cela sera prétexte aux spéculateurs pour s'en mettre plein les poches.

Car les prix n'augmentent pas tout seuls. Une fraction de la classe capitaliste en est à l'origine. Le tournesol vient certes de Russie et d'Ukraine, mais c'est avec les récoltes de l'an dernier, bien avant la guerre, qu'a été fabriquée l'huile qui vient d'augmenter de 40%. Alors que les coûts de production de nombreuses matières premières n'ont pas augmenté, les spéculateurs profitent du fait qu'il y a moins d'offre et plus de demande pour augmenter leurs prix et leurs marges. C'est manifeste pour le secteur pétrolier, où Total a multiplié par deux ses profits.

Si certains artisans et commerçants hésitent à

répercuter l'augmentation de leurs charges sur leurs propres prix, ce n'est pas le cas des groupes capitalistes les plus puissants. Les trusts automobiles ont par exemple pris les devants en augmentant considérablement les prix des voitures.

Dans les crises, comme dans les guerres, les gros ont toujours les moyens d'imposer leur loi. Mieux, ils trouvent toujours de nouvelles opportunités pour profiter de la situation.

Le patronat des grandes entreprises fixe ses prix. Il a donc le pouvoir de répercuter les hausses qu'il subit. C'est une façon d'indexer les bénéfices, les dividendes, c'est-à-dire les revenus des plus riches sur l'inflation, mais c'est refusé aux salariés.

Il n'y aurait donc que les salaires, les pensions et les allocations qui ne bougeraient pas ? Il faudrait que les travailleurs acceptent encore de s'appauvrir ? Eh bien, voilà une nouvelle déclaration de guerre !

Nous ne sommes pas en mesure d'empêcher la crise et d'arrêter cette flambée des prix, mais nous pouvons et nous devons nous battre pour ne pas en faire les frais. À l'inverse des capitalistes, nous n'avons pas de marge, nous n'avons pas de milliards en réserve, il nous faut l'intégralité de notre pouvoir d'achat !

Macron incite le patronat à verser une prime aux salariés, mais que pèse une prime annuelle de 500 ou 1000 euros, alors qu'il manque entre 300 et 500 euros par mois sur les salaires ? Il a aussi prévu, après avoir fait le chèque énergie, de verser un chèque alimentaire de 50 euros par mois aux plus modestes. Et ce sera quoi ensuite ? Des tickets donnant droit une baguette par jour pour s'assurer que tout le monde a sa ration de pain ? Cette politique de l'aumône est un pis-aller pour nous détourner du combat nécessaire : l'augmentation générale des salaires en proportion des prix !

Des travailleurs s'organisent dans de nombreuses entreprises pour revendiquer des hausses de salaires correspondant à l'inflation. Ici ou là, ils revendiquent 200, 300 euros d'augmentation. Plusieurs de ces grèves, notamment celles des ouvriers de Faurecia dans le Doubs ou des salariés de Toray près de Lyon, ont réussi à arracher des augmentations conséquentes. C'est cette voie qu'il faut suivre.

Nathalie Arthaud



Borne : une carrière au service du patronat

Le 16 mai, Élisabeth Borne, ministre du Travail dans le précédent gouvernement, a été désignée comme Première ministre.

La désignation d'une femme est bien la seule audace dont peut se prévaloir le président de la République pour jouer la comédie du renouveau. Il est vrai que la presse en avait rempli ses colonnes depuis des semaines; la surprise n'en est donc pas vraiment une. Élisabeth Borne est seulement la deuxième femme à accéder à la fonction, trente ans après Édith Cresson. Pour le reste, rien de nouveau sous le soleil: elle est ministre depuis 2017, il est donc difficile de faire croire à un changement de cap en ce début de deuxième quinquennat macroniste.

Borne a été successivement ministre des Trans-

ports, puis de la Transition écologique et enfin ministre du Travail de Macron à partir de juillet 2020. C'est dans cette fonction qu'elle a défendu la réforme des allocations-chômage, une des dernières attaques emblématiques menées contre l'ensemble des travailleurs par Macron I. Elle est donc toute désignée pour assumer les attaques que prépare Macron II.

La nouvelle Première ministre a derrière elle une carrière au service du patronat, ayant alterné avant sa carrière ministérielle les postes dans le privé et la fonction publique: directrice de la stratégie à la SNCF, directrice chez

Eiffage, directrice de l'urbanisme à la mairie de Paris, préfète de Poitou-Charentes, PDG de la RATP, etc.

Cette nomination ne vise même pas à donner l'illusion d'une inflexion de la politique par rapport à celle de Philippe ou Castex. La presse pourra écrire des pages sur le fait qu'Élisabeth Borne a des accointances à gauche, qu'elle avait servi dans des cabinets ministériels sous Jospin ou Hollande, alors que les deux précédents Premiers ministres de Macron venaient de la droite. Mais pour les travailleurs et les familles populaires, cela n'a évidemment aucune importance.

Le faux suspense orchestré autour de cette nomination et de la formation du nouveau gouvernement a quelque chose de décon-

Gouvernement d'ouverture



necté de la vie réelle. Mais il est bien significatif de ce théâtre d'ombres qui dissimule à peine que Macron est et restera le président des riches, tout simplement

parce que les capitalistes sont les vrais maîtres de l'économie, quel que soit le locataire de l'Élysée ou de Matignon.

Boris Savin

Smic : pouvoir vivre de son salaire

Jean-Luc Mélenchon a annoncé que, s'il était Premier ministre, il porterait le smic à 1 500 euros net. Immédiatement, on a entendu une ribambelle d'économistes, de représentants politiques et de journalistes expliquer que ce serait une catastrophe pour l'économie.

En réalité, tous savent que le smic pourrait atteindre bientôt 1 500 euros net par mois simplement à cause des revalorisations automatiques dues à l'inflation. Pour les travailleurs, cela ne voudra même pas dire que leur pouvoir d'achat s'améliore. Il suffit de voir ce qu'il s'est passé en un an: le smic a augmenté de près de 80 euros, mais les prix de l'électricité, des carburants, des produits alimentaires sont montés en flèche. Et la hausse du smic n'a pas compensé cette envolée.

Le gouverneur de la Banque de France a ajouté qu'il était opposé aux hausses de salaires car celles-ci seront « bouffées dans les mois qui suivent par le supplément d'inflation, et tout le monde sera perdant ». Il est vrai que si le patronat était contraint d'augmenter

les salaires, il tenterait de se rattraper immédiatement sur les prix. Après les grandes grèves ouvrières de juin 1936 ou celles de mai 1968, c'est ce qui s'est passé. Mais renoncer pour autant à revendiquer des augmentations serait céder au chantage. Ce qui est vrai, c'est que le combat des travailleurs ne peut pas s'arrêter en chemin. Si les prix augmentent, et ils augmenteront, les travailleurs devront se battre pour que les salaires continuent d'augmenter. Alors, une promesse électorale d'un smic à 1 500 euros net fait peut-être crier des politiciens de droite, mais le problème n'est même pas de s'arrêter à un chiffre, il est d'imposer en permanence un rapport de force, entre travailleurs et patronat, tel que ce dernier soit obligé de payer.

Pierre Royan

Il manque 500 euros : eux-mêmes le disent !

Dans une enquête commandée par Cofidis, les personnes interrogées ont estimé qu'il leur manquait 490 euros par mois en moyenne pour vivre convenablement.

Il n'y avait certes pas besoin d'une telle enquête pour savoir que le pouvoir d'achat des travailleurs est en baisse avec le blocage des salaires et l'inflation qui s'accélère. Et cela évidemment ne date pas de février et du début de la guerre en Ukraine. C'est chez les jeunes de 25 à 34 ans (76%), les ouvriers (72%) et les familles monoparentales (78%) que cette baisse du pouvoir d'achat est la plus

dramatique. Chez tous ceux-là, la seule solution est de rogner sur tout, en diminuant les dépenses du quotidien comme l'alimentation, en baissant le chauffage, en consommant moins d'eau ou d'électricité. Au total une personne interrogée sur six déclare être à découvert tous les mois.

Pour une entreprise comme Cofidis, cette enquête est une occasion de promouvoir ses crédits à

la consommation aux taux d'intérêt élevés auxquels beaucoup doivent recourir pour surmonter une passe difficile. Mais pour les travailleurs, c'est la confirmation qu'il faut revendiquer des hausses de salaire importantes de l'ordre de 500 euros par mois et un salaire minimum de 2 000 euros net, sans oublier l'indexation des salaires sur l'inflation. Rien à voir avec les promesses de Macron, avec son chèque alimentaire qui devrait paraître-il être voté en urgence dès juillet!

Cédric Duval

Prestations sociales : une hausse misérable

Les pensions versées par la Caisse d'allocations familiales – dont le RSA, la prime d'activité et l'allocation adulte handicapé (AAH) – ont été revalorisées, comme chaque année, au 1^{er} avril.

Et les nouveaux montants viennent d'être versés pour le mois de mai.

L'an dernier, la hausse avait été de 0,1%. Cette fois-ci, alors que les organismes officiels de l'État estiment eux-mêmes que l'inflation est de 4,8%, la CAF n'a augmenté ses versements que de 1,8%. Pour le RSA d'une personne seule, cela correspond à une hausse d'à peine

10 euros et de 16 euros pour l'AAH. De quoi voir rouge.

Avec l'inflation qui s'emballe, le pouvoir d'achat de tous, travailleurs, chômeurs et retraités, est en train de reculer. Mais plus on est pauvre et plus il recule!

P. R.

Castex : très cher "couteau suisse"

Le CDD de l'ex-Premier ministre aura duré 22 mois. Contrairement à l'immense majorité des travailleurs en fin de contrat, Jean Castex ne subira pas la galère de Pôle emploi.

Son indemnité de départ de 44 000 euros, ainsi que les avantages liés à la fonction, voiture avec chauffeur et carburant fourni, accordés pendant dix ans, payés sur l'argent public, sont confortables. Ils lui permettront au moins de vivre dans son bourg des Pyrénées-Orientales, loin des exorbitants tarifs parisiens. De toute manière, lorsqu'il a été appelé à Matignon il y a deux ans, ce haut fonctionnaire était réputé pour être l'un des mieux payés du pays, accumulant grâce à ses diverses fonctions, qui lui valurent le surnom de Couteau

suisse, environ 200 000 euros par an. De quoi refaire l'isolation de son pavillon...

Ces modestes émoluments de l'énarque ont été bien gagnés à défendre les intérêts du patronat. Présenté lors de la succession d'Édouard Philippe comme l'homme du déconfinement, Castex est un homme politique de la vieille droite de tradition catholique, membre de l'UMP, puis de LR. Sous l'aile de Chirac président, avant de seconder Xavier Bertrand au ministère de la Santé, puis du Travail, il avait, en qualité de directeur de l'hospitalisation

et de l'organisation des soins, proposé la funeste tarification à l'activité pour rentabiliser l'hôpital. Ses bons et loyaux services à la bourgeoisie ont ajouté à son plan de carrière, à la fin du mandat de Sarkozy, le secrétariat général adjoint de l'Élysée.

Les capitalistes du CAC 40 peuvent trinquer à sa santé en se réjouissant des richesses accumulées pendant ces deux dernières années de crise économique et sanitaire : les 100 milliards de cadeaux du plan France relance puis les 26 milliards du plan de résilience y ont amplement contribué.

Viviane Lafont



Abu Dhabi : condoléances en Rafale

Dimanche 15 mai, Emmanuel Macron est parti toutes affaires cessantes à Abu Dhabi, capitale des Émirats arabes unis. Il s'agissait de porter au nouveau chef de l'État les condoléances émues de la France après le décès de son prédécesseur et frère aîné.

Abu Dhabi bénéficie à la fois d'énormes réserves de pétrole et de l'amitié sans réserve de l'État français en général et de Macron en particulier. Il y a installé une base militaire et, lors du précédent voyage présidentiel de décembre, l'aviation émiratie a signé l'achat de 80 Rafale pour un montant total de 16 milliards d'euros. À ce prix-là, Macron, ses ministres et ses diplomates ne sont pas trop exigeants sur la qualité démocratique de la clientèle.

Abu Dhabi et les Émi-

rats sont des dictatures héréditaires, aux mœurs rétrogrades et qui pèsent, partout où elles le peuvent, dans le sens du profit, de la réaction et de l'obscurantisme. Elles sont féroces pour les millions de travailleurs immigrés qui font leur fortune. Mais qu'importe, ces dynasties sont du côté du manche, c'est-à-dire du côté de l'impérialisme, et Macron assure la vente, le service après-vente et la visite à la famille.

P. G.



Djebbari : atterrissage en douceur

Avant même le remaniement ministériel, il semblerait que Jean-Baptiste Djebbari, l'ancien pilote de ligne et futur ex-ministre des Transports, ait anticipé son départ du gouvernement en se préparant un point de chute confortable.

La start-up Hopium, spécialisée dans la fabrication de voitures haut de gamme à hydrogène, lui propose en effet une place dans son conseil d'administration.

Passer ainsi d'un poste ministériel ou de haut fonctionnaire à une entreprise privée qui offre un emploi vraisemblablement plus lucratif s'appelle du pantouflage. C'est une pratique

courante et parfaitement légale, à condition en principe qu'il n'y ait aucun conflit d'intérêt entre les deux emplois. Selon la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), qui a validé sa démarche, Djebbari serait dans les clous, sous réserve qu'il ne se serve pas de ses relations dans l'un ou l'autre camp pour faire fructifier son petit commerce.

Ben voyons ! Comme si les deux mondes, celui des affaires et celui des « serviteurs de la République », étaient séparés. Ils sont du même milieu, se sont croisés dans leur jeunesse dans les mêmes grandes écoles et continuent à se fréquenter et à se marier entre eux, etc. Qui pourrait être assez naïf pour croire qu'ils ne parlent jamais affaires et ne se refilent pas les adresses et les bons tuyaux ? Surtout quand, en qualité de ministre, les occasions de se créer de nouveaux amis ne manquent pas.

Marianne Lamiral

Canonisations : l'Église et sa fille aînée

Il y avait une fête, du beau monde et des costumes au Vatican, dimanche 15 mai. Le pape devait ce jour-là y déclarer saints dix nouveaux élus, tout droit sortis des obscures vapeurs de la crédulité.

Pour être proclamé saint, canonisé, il faut être à l'origine de deux miracles, de son vivant ou, encore plus fort, après sa mort. Ainsi Charles de Foucault, fils de famille noceur, militaire colonisateur devenu ermite catholique au désert, mort en 1916, aurait sauvé un charpentier tombé d'un échafaudage cent ans après, en 2016.

Tout cela ne prêterait qu'à sourire si la République française n'avait tenu à se faire représenter

à la cérémonie, et pas par n'importe qui, mais par le ministre de l'Intérieur et des Cultes lui-même, Darmanin. Et cela parce que le Premier ministre n'avait pu se déplacer.

La République a beau être constitutionnellement laïque, une genuflexion devant l'Église de Rome et ses superstitions ne peut pas faire de mal, surtout quatre semaines avant une élection. Vous avez dit communautarisme ?

P. G.

Saint-Denis : les cow-boys de la police municipale

Depuis que le maire PS de Saint-Denis a renforcé la police municipale en portant ses effectifs à 80 et en l'armant de LBD et de pistolets 9 mm, les bavures se multiplient.

Mettant en cause une intervention policière, une famille a porté plainte contre X le 13 mai pour violences volontaires en réunion, par personnes dépositaires de l'autorité publique, sur mineur de 15 ans et mise en danger de la vie d'autrui. La famille appuie sa plainte par une vidéo venant d'un habitant d'un immeuble voisin.

Les faits remontent à février dernier, au moment de la coupe d'Afrique des

nations. Des supporters sénégalais ayant décidé de faire la fête, la police municipale a exigé que le rassemblement ait lieu sur la place de la gare. Sans raison, la police a alors chargé avec un chien le groupe d'une vingtaine de supporters, causant la chute d'une petite fille de huit ans dont deux dents ont été cassées. Sollicitée par la mère, la police a refusé d'appeler les secours. Un quart d'heure après, deux policiers en civil ont rejoint la police

municipale, et lancé une grenade lacrymogène au milieu des personnes encore présentes, en criant « Messieurs, cadeau ! » Ils ont ensuite à plusieurs reprises fait usage de leurs LBD.

Ce type de comportement n'est pas nouveau. L'usage des LBD s'est généralisé, même contre des fêtards dans la rue. Des marchands à la sauvette sont molestés, leurs étals renversés à coups de pied. Interpellé à plusieurs reprises, le maire couvre systématiquement les agissements de ses policiers, même lorsque ces derniers mettent en danger des enfants.



Intervention policière du 6 février 2022.

Ainsi la police municipale, aidée par la gendarmerie, a organisé des planques dans le centre de loisirs des Gueldres qui jouxte une école maternelle. En représailles, dans la nuit du 3 mai, des dealers ont mis le feu au centre, provoquant l'émoi des parents. Le maire a reçu les éducateurs très inquiets pour leur répondre

que la police se ferait encore plus visible aux abords de l'école et serait amenée à rentrer dans les locaux.

De nombreux habitants se demandent qui va les protéger des agissements de cette police municipale qui joue avec la sécurité des habitants. Visiblement, ce ne sera pas le maire !

Correspondant LO

Police : scènes de torture à Juvisy

Un électricien de 19 ans, Mahedine Tazamoucht, a dénoncé les violences subies au commissariat de Juvisy dans la nuit du 9 au 10 mai et son récit est édifiant.

Contrôlé alors qu'il était avec deux de ses amis en bas de son immeuble, il a été aussitôt mis au sol par un des policiers.

« [Il] m'a enlevé mes chaussures. Alors, il m'a pulvérisé du gaz lacrymogène directement dans le visage. [...] J'avais tellement de difficulté à respirer qu'ils

m'ont emmené à l'hôpital de Juvisy, mais arrivé là-bas, j'ai dénoncé sans attendre aux personnes qui étaient là la violence de mon interpellation sans raison », a-t-il déclaré. Emmené ensuite au commissariat de Juvisy, il y a subi de véritables actes de torture, menotté, assis sur une chaise avec son caleçon

pour seul vêtement.

« Ils me mettaient des coups de taser au bras, dans le cou. Je pleurais de douleur. Ça a été des coups à répétition au visage, des coups de pied dans les tibias. Je crachais beaucoup de sang. Ces policiers m'ont marché sur les pieds avec leurs bottes. C'était de la torture, des coups gratuits. Trois hommes me frappaient, trois autres rigolaient. » a dénoncé le jeune homme, qui a porté plainte.

Cette fois-ci, les exactions commises auront au moins été rendues publiques. Mais elles ne sont pas un cas isolé. Amnesty international dénonce ainsi depuis des années « les mauvais traitements et torture, décès pendant des interpellations, la répression violente pendant des manifestations, les contrôles à caractère discriminatoire et propos racistes ». La liste est longue en effet et l'encouragement vient d'en haut. Il faut se

souvenir, par exemple, des déclarations du ministre de l'Intérieur, Castaner, défendant la brutalité de la police lors des manifestations des gilets jaunes.

Mahedine est jeune, d'origine arabe et habite un quartier populaire. Cela en faisait une cible toute désignée pour des policiers visiblement imprégnés d'idées racistes, et qui savent qu'ils seront soutenus par leurs chefs.

Aline Retesse

Malik Oussekin : un assassinat d'État

Dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 le jeune étudiant Malik Oussekin était tué par la police en marge d'une manifestation contre la réforme universitaire du ministre Alain Devaquet.

Deux films rappellent aujourd'hui au cinéma et à la télévision ce crime perpétré par les hommes de main d'un État dont François Mitterrand était président

et Jacques Chirac Premier ministre.

La loi Devaquet prévoyait d'instaurer la sélection à l'entrée des universités. Ce projet déclencha une

vague de manifestations qui s'étendirent en deux jours à toutes les universités du pays, puis aux lycéens plus nombreux encore. Le jeudi 4 décembre, un million de jeunes manifestèrent en direction de l'Assemblée nationale.

Charles Pasqua, le ministre de l'Intérieur, et son

délégué à la sécurité, Robert Pandraud, avaient donné ordre à la police de réprimer sans retenue. Ils lâchèrent sur les manifestants leurs voltigeurs, des CRS montés sur moto. Le policier assis à l'arrière du conducteur devait matraquer les manifestants. Le 5 décembre, à l'issue d'une nouvelle manifestation, trois de ces voltigeurs tombèrent sur Malik Oussekin, qui rentrait chez lui en sortant d'un club de jazz, et le coincèrent dans un hall d'immeuble. Malik eut beau dire qu'il n'avait rien fait, ils le tabassèrent mortellement à coups de pied et de matraque.

Cet assassinat allait marquer la fin du mouvement car Chirac annonça que le projet était abandonné et Devaquet dut démissionner. Les organisations étudiantes proches du Parti socialiste transformèrent les

dernières manifestations en enterrement de Malik, où il était interdit de crier des slogans. Les policiers assassins, eux, ne firent même pas de prison. Ils n'écoquèrent que de peines avec sursis, « après une parodie de procès » comme le dira la sœur de Malik.

La mort de Malik Oussekin reste aujourd'hui un symbole de la violence sans frein dont est capable la police. Rien n'a changé depuis cet assassinat. Pour protéger les profits de la grande bourgeoisie, l'État entretient ces bandes d'hommes armés en uniforme et leur assure l'impunité. Les gouvernements passent, la police reste et on a pu voir ses violences contre les manifestations ouvrières, les gilets jaunes ou de simples jeunes de banlieue.

Daniel Mescla



Manifestation contre la loi Devaquet.

Maternités fermées : des palliatifs dérisoires

De plus en plus de femmes sont obligées d'accoucher loin de chez elles à cause de la fermeture des maternités. Les décrets leur permettant d'être hébergées les jours précédant leur accouchement, enfin publiés, sont une piètre tentative du gouvernement pour cacher le tort qui leur est fait.

Seules celles résidant à plus de quarante-cinq minutes de trajet motorisé du lieu où elles vont accoucher pourront bénéficier de cette mesure pendant les cinq jours précédant la date de l'accouchement, appréciée par un médecin ou une sage-femme. Cet hébergement sera non médicalisé,

et sera pris en charge par l'Assurance maladie dans une structure dont la liste sera fixée par l'Agence régionale de santé, un hôtel par exemple.

Durant ces vingt dernières années, 221 maternités sur 717 ont fermé. La part des femmes en âge d'accoucher habitant à plus de

45 minutes d'une maternité a augmenté de 40 % entre 2000 et 2017. Dans toutes les communes où des maternités ont fermé, les femmes font part de leur stress à l'approche de l'accouchement et de leur crainte de ne pas pouvoir être prises en charge correctement. Bien souvent elles avaient mis au monde leurs enfants précédents dans la maternité aujourd'hui fermée, et en étaient satisfaites.

D'autres décrets viennent d'être publiés en avril, eux aussi pour pallier tant bien que mal la fermeture des maternités.



TARDIVON MAXPPP

Ils autorisent les pompiers à pratiquer les accouchements dans leurs camions, et prévoient une formation à cet effet. Les pompiers n'avaient de toute façon pas d'autre choix que de le faire, en contact téléphonique avec une sage-femme ou un médecin, jusqu'à ce que le relais puisse être pris par des professionnels. Mais, dans bien des départements ruraux, ils témoignent de ce que le nombre de tels accouchements sur le trajet est en

augmentation constante.

La fermeture programmée des maternités de proximité entraîne pour les femmes qui y avaient recours des conditions d'accouchement dégradées. Le gouvernement prend prétexte du manque de sages-femmes et de médecins pour les justifier mais est prêt à tout plutôt que de mettre en œuvre des conditions d'exercice et de salaire permettant de les recruter.

Daniel Mescla

Racisme : des crimes encouragés

Deux crimes racistes ont marqué l'actualité récente, comme celui commis dans le 17^e arrondissement, vendredi 13 mai, où un homme de 50 ans est sorti de sa voiture pour se mêler d'une altercation.

Il a sorti son arme et tué de sang-froid, à bout portant, un des hommes présents, qui étaient d'origine

marocaine et espagnole.

Le tueur est connu des services de police pour ses liens avec l'extrême

droite et ses idées racistes et antisémites. De même, le 19 mars, l'ancien joueur du Biarritz Olympique Federico Martin Aramburu a été abattu de cinq balles et le meurtrier présumé est connu des services de

police pour sa violence et ses idées d'extrême droite. Les deux hommes et la femme responsables de ce meurtre avaient eu un différend avec lui dans un café avant de le suivre pour l'assassiner devant son hôtel.

Les heures de délire racistes portés par les candidats d'extrême droite et relayés par la presse pendant la campagne présidentielle, la surenchère de propositions et de déclarations racistes venant de la droite pour gagner une partie de l'électorat favorisent le passage à l'acte d'individus obsédés par la haine des étrangers, de ceux qui le

paraissent et de ceux qui s'opposent au racisme et l'antisémitisme.

Des vagues de meurtres racistes ont déjà eu lieu en France, en particulier dans les années 1970, meurtres qui étaient d'ailleurs étouffés. Des attentats à la bombe ont aussi visé les milieux maghrébins à la fin des années 1980.

L'aggravation de la crise et la fuite en avant des plus racistes prêts à passer aux actes est lourde de danger. Le racisme, la recherche de boucs émissaires est un poison mortel dont il faut arrêter la propagation.

Inès Rabah

Ordures ménagères : augmentation en perspective

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la TEOM, devrait augmenter de plus de 5 % dans plus des trois quarts des collectivités. L'agglomération de Castres-Mazamet a même annoncé une augmentation de 16 %.

Cette augmentation s'explique par la hausse des prix de l'énergie utilisée par les camions d'enlèvement des déchets ou pour le fonctionnement des centres de tri et par celle des taxes pour l'enfouissement ou l'incinération des déchets. Les taxes étant adossées à

la valeur de la base locative, elles en subissent aussi l'augmentation.

Au-delà de ces raisons réelles, il y a un procédé classique qui consiste à faire payer la population. Les volumes de déchets, les pollutions qu'ils génèrent sont en grande partie de

la responsabilité des fabricants qui se déchargent ainsi sur les consommateurs des coûts engendrés. Et quand des taxes sont payées par les entreprises, celles-ci les incluent dans les tarifs qu'elles pratiquent.

Pour la population, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est ressentie comme un impôt supplémentaire, après qu'on lui en a fait miroiter la baisse. Elle rapporte de l'ordre de 600 millions d'euros et son montant, qui devrait être exclusivement réservé au ramassage ou un traitement des déchets, a été l'objet de nombreuses contestations qui ont démontré qu'elle rapportait plus que nécessaire.

De quoi alimenter la colère des habitants et montrer que la transparence des comptes des municipalités comme des sociétés impliquées est indispensable pour lutter contre la vie chère.

I. R.



Fête de Lutte ouvrière, les 27, 28 et 29 mai



Trois jours de fraternité!

Dans une situation politique marquée par la réélection de Macron, la progression des idées d'extrême droite et l'inquiétude suscitée par la guerre en Ukraine, la fête de Lutte ouvrière sera une grande bouffée d'air pour ceux qui refusent de se résigner.

Ce seront trois jours d'échanges, de joie et de fraternité.

Ce sera aussi l'occasion de se retrouver pour tous les travailleurs conscients de partager les mêmes intérêts contre leurs exploités par-delà les frontières.

Meetings de Nathalie Arthaud

Samedi 28 et dimanche 29 à 15 heures



Spectacles au grand podium et au théâtre de verdure

Vendredi

- Gadge Tavaritch, *jazz manouche, chansons swing*
- Martha Fields Band, *country folk*
- El Gato Negro, *soukous, cumbia et afroTrap*
- Booze & Riots, *chants de lutte irlandais*
- Laurent Larcher Trio, *jazz acoustique*



El Gato Negro.

Samedi

- Souad Massi, *chanteuse chaâbi folk*
- La Compagnie Jolie Môme
- La Commune à Bernard, *chants de la Commune de Paris*
- Radio Babel Marseille, *combo polyphonique*
- Lost in Soul, *soul music*
- Bernard, *humour en chansons*
- DJ BluesWeat, *electro dance music*
- Chla Mydia, *chansons féministes*
- Gérard Pierron, *chansons*



Delgres.

Dimanche

- Delgres, *blues rock créole*
- The Moonlight Swampers, *reprises rock*
- Tarace Boulba, *fanfare funk*
- A 3 ou 4, *jazz*
- Les Bonnets M, *boys band disco*



Forums

Avec les militants d'entreprise

- **Automobile:** les travailleurs face à l'offensive patronale
- **Aéronautique:** les mouvements pour l'augmentation des salaires
- **Transports:** les travailleurs face à l'ouverture à la concurrence et aux attaques des directions
- **Hôpitaux:** après comme avant le Covid, l'hôpital malade de la course au profit.

Films et documentaires

- **Ouistreham,** d'Emmanuel Carrère
- **Un triomphe,** d'Emmanuel Courcol
- **L'événement,** d'Audrey Diwan
- **La loi de Téhéran,** de Saeed Roustayi
- **Lingui, les liens sacrés,** de Mahamat-Salah Haroun
- **Chers camarades!** d'Andrei Konchalovsky
- **Les damnés de la Commune,** de Raphaël Meyssan
- **La fracture,** de Catherine Corsini
- **Freda,** de Gessica Geneux
- **Rouge,** de Farid Bentoumi
- **Les heures heureuses,** de Martine Deyres
- **Paris, Stalingrad,** de Hind Meddeb et Thim Naccache
- **Les balles du 14 juillet 1953,** de David Kupferstein
- **Que m'est-il permis d'espérer,** de Raphaël Girardot et Vincent Gaulier



Débats avec :

- **David Kupferstein,** pour son film *Les balles du 14 juillet 1953*
- **Martine Deyres,** pour son film *Les heures heureuses.*

Les librairies

- **Au château:** un large choix de romans, de témoignages, de livres historiques et politiques, essentiellement en poche.
- **Cité du roman:** une sélection de romans et de témoignages, regroupés par pays.
- **Cité des sciences:** l'actualité scientifique, l'histoire des sciences, ouvrages de vulgarisation.
- **Sous les pavés, les pages:** livres d'occasion.
- **Dans la Cité politique:** toutes les publications de Lutte ouvrière.



TRAVAILLEURS SANS PAPIERS EN LUTTE

Manifestation entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Expo photos

Les invisibles se font voir
Les travailleurs sans papiers en lutte

Portraits au travail et photos de leurs luttes, pris par les travailleurs eux-mêmes. Le collectif des sans-papiers fait une visite commentée de l'exposition tous les jours à 16 heures.

Tous les stands

Place de l'Églantine et allée de la Diane

- 2 Sous les pavés, les pages
- 3 Buvette de l'Églantine
- 4 Restaurant de l'Églantine
- 5 Le mini-golf
- 6 Manhattan bar
- 7 Tir à plomb (Chantiers de l'Atlantique – Saint-Nazaire)
- 8 Tir à l'arc (Sanofi – Vitry-sur-Seine)
- 9 Lutte ouvrière Diane
- 10 Les ballons de la Fête
- 11 La halle aux jeux
- 12 The Spark
- 13 Old West Diner
- 14 Orienthé-vous (Allier)
- 15 Broadway Music Hall

Place du Grand Podium

- 16 Serpent à lumière
- 17 Accueil Nord
- 18 Chorba – thé – gâteaux (Fourmies, Maubeuge)
- 19 La Carbonnade des camarades
- 20 Aux moules frites
- 21 Disques
- 22 Le manège enfantin
- 23 Starbalète
- 24 La mare aux canards
- 25 Marionnettes
- 26 Expo photos
- 27 À vos pinceaux
- 28 Quiches et tartes Lorraines (Renault Sovab – Metz)
- 29 BRAsserie (Bund Revolutionärer Arbeiter Allemagne – UCI)
- 30 Accueil Est
- 31 Accueil Bourgogne
- 32 Visites guidées de la Fête
- 33 La fondue (Le Creusot – Chalon-sur-Saône)
- 90 La halle aux jeux du cèdre

- 34 Food Truck
- 35 Barbe à papa
- 36 Jus de fruits, milk-shakes
- 37 Escargots
- 38 Crêpes canadiennes (Compiègne, Beauvais)
- 39 Bonbons
- 40 Harengs de la Baltique
- 41 Badge avenue
- 42 Fraternithé à la menthe (Nantes, La Roche-sur-Yon)
- 43 Cartes postales (EdF)
- 44 Buvette du grand podium
- 45 Restaurant du grand podium
- 46 Flammekueche

Place Karl Marx

- 47 Gaufres de Liège et bières belges fruitées (Strasbourg)

- 48 Dédicaces
- 49 Au partage des profruits
- 50 La Dolina (Solystic Bagneux)
- 51 Accueil des tout-petits
- 52 Gargote des tout-petits
- 53 Seiche and'ouillette (Safran Gennevilliers)
- 54 Brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne)
- 55 Lutte ouvrière Hôpitaux (AP-HP)
- 56 Lutte ouvrière Renault
- 57 Accueil Le Mans, Chartres
- 58 Sardines grillées

Esplanade du château

- 59 Maffé – spécialités africaines
- 60 UATCI (Afrique – UCI)
- 61 Animations
- 62 Sinif Mucadelesi (Turquie – UCI)
- 63 Café turc
- 64 Le P'tit déj du port
- 65 Buvette du phare
- 66 Pizza, aïoli
- 67 Soupe aux choux
- 68 Accueil Sud-Est
- 69 Lutte ouvrière
- 70 L'Internazionale (Italie – UCI)
- 71 OTR (Haïti – UCI)
- 72 Marmite haïtienne
- 73 Combat ouvrier (Antilles – UCI)
- 74 Menus d'Isles

Place de la Guinguette

- 75 Les montagnes russes, mur d'escalade
- 76 On en fait des caisses
- 77 Indoustand (RATP Ferré)
- 78 Île de la Réunion
- 79 Café de la Guinguette (CAF Paris)
- 80 Le molky
- 81 Couscous
- 82 Resto-buvette des cheminots (SNCF)
- 83 Espace préhistoire
- 84 Espace céramique
- 85 Espace métallurgie
- 86 Échec et Marx
- 87 Barbouille
- 88 Cirque Ühler
- 89 Site de fouilles
- 91 Ici, on bulle
- 92 La coupe est pleine
- 93 Lutte ouvrière
- 94 Accueil Champagne-Ardenne
- 95 Fleurs de terre (minéraux)
- 96 Une souris rouge (RATP)
- 97 Tir à la patate (Banque de France – Paris)

Animations

- ** Flash mob géante
- ** lâcher de ballons
- ** feu d'artifice (samedi soir)
- ** le cirque Ühler
- ** trampoline
- ** mur d'escalade
- ** bulles géantes
- ** fil tendu...



Échec et Marx

Jean-Philippe Karr (Maître international), jouera une partie d'échecs simultanée contre 20 joueurs samedi à 16 heures.



Nos amis les bêtes

Les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête, à l'exception, bien entendu, des chiens d'aveugles.

Pour les enfants, petits et grands

La Cité des jeunes

Entièrement réservée aux enfants, elle offre de nombreuses activités: jeux, dessins animés, maquillage, conteur, bal costumé...

L'accueil des tout-petits

Les bébés (au-dessus de trois mois) peuvent être accueillis: des camarades compétents s'occuperont d'eux.

Une installation à langer est mise à la disposition des parents.

De nombreux jeux

Presque tous sont gratuits, pour petits et grands, et pour tous les goûts.

Une "carte orange"

Mise à la disposition des enfants, elle donne accès librement à de nombreux jeux.





Sécurité

Comme pour toutes les manifestations et rassemblements, nous devons procéder, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la Fête.



Pour venir

En train

Nous recommandons ce moyen de transport.

La gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m de la fête. Départ de Paris-Gare du Nord toutes les heures à partir de 6h34. Un minibus fait la navette entre la gare et la fête.

Autocars gratuits

Des bus font la navette entre le métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) et l'entrée de la fête. Ils circuleront les trois jours aux mêmes horaires que la fête. Durée du trajet : 45 à 60 minutes.

En voiture

Le stationnement est difficile dans Presles. Merci de respecter les signalisations, de se garer dans les parkings réservés, et de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage, par exemple sur le site non commercial mobicoop : <https://www.mobicoop.fr/covoiturages-evenements/1158/fete-de-lutte-ouvriere-2022>

Fête de Lutte ouvrière

Allée de la libération des femmes

- 98 Tipi
- 99 Fléchettes
- 100 Lutte ouvrière
- 101 Accueil Centre (Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers, Limoges)
- 102 Jambon du Morvan
- 103 Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)
- 104 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 105 La dolce vita
- 106 Bar à soupes (CHU Rouen)
- 107 Le grain de folie (Limoges)
- 108 Le frondeur du Poitou
- 109 Salades gourmandes (Orléans)
- 110 Gaufres picardes (Amiens)
- 111 Restaurant
- 112 Tea break
- 113 Workers' Fight (Grande-Bretagne - UCI)
- 114 Accueil Bretagne, Normandie
- 115 Buvette
- 116 Brochettes grecques (Air France)
- 117 Voz Obrera (Espagne-UCI)
- 118 La puce rouge

Esplanade des Sciences

- 119 Express café (ex-Roussel Uclaf)
- 120 Charlottes (La Poste - Paris)
- 144 Foot et vélos en folie (Lyon)
- 145 Bowling (La Poste - Paris 14^e)
- 146 Le temps des fraises (Banque postale Paris IdF)
- 147 Lutte ouvrière
- 148 Confit social
- 149 Brick à l'œuf (PSA-Stellantis)
- 150 Accueil Bordeaux, Angoulême, Perpignan, Toulouse
- 151 Billard (La Poste - Paris)
- 152 Cafétéria du chapiteau scientifique

Cité politique

- 121 L'Étincelle
- 122 DIP (Turquie)
- 123 EEK (Grèce)
- 124 Cermtri
- 125 Socialist Fight (Grande-Bretagne)
- 126 Révolution permanente
- 127 Groupe marxiste internationaliste
- 128 Tendance Bolchevik international
- 129 CNT-SO
- 131 Tendance Bolchevique
- 132 Parti ouvrier indépendant démocratique (POID)

- 133 Prospettiva Marxista (Italie)
- 134 Amies et amis de la Commune 1871
- 135 Pathfinder
- 136 Gauche révolutionnaire
- 137 Mouvement communiste
- 138 OKDE (Grèce)
- 139 Alliance for Workers's Liberty
- 143 Toutes les publications de Lutte ouvrière

Place des cinémas

- 153 Lutte ouvrière
- 154 L'entracte (accueil cinémas)
- 155 Crêperie bretonne (Rennes)
- 156 L'huître ouvrière
- 157 Palet des jeux
- 158 Churros y chocolate (Air France - Le Bourget)
- 159 Tapas, tortillas et lutte de classe
- 160 Paella valenciana

Cité des arts

- 161 Buvette
- 162 Mosaïques
- 163 Studio 2
- 164 Sculpture
- 165 Atelier sculpture
- 166 Petit salon
- 167 Atelier de peinture
- 168 Studio 1

Place Octobre 17

- 169 La boule maboule
- 170 Burger et compagnie
- 171 Spécialités lyonnaises
- 172 Karaoké (Creil)
- 173 Fromages d'Auvergne
- 174 Accueil Clermont-Ferrand
- 175 Crottin chaud
- 176 Crêperie (Sanofi Vitry-sur-Seine)
- 177 Glaces et profiteroles
- 178 Spartakiades
- 179 Accueil Rhône-Alpes
- 180 Le petit atelier
- 181 C'est la cata

Village médiéval et Arboretum

- 182 Petit salé aux lentilles
- 183 Forge (Safran)
- 184 Forge ancienne (Alstom - Belfort)
- 185 Rôtisserie de Sire Renault
- 186 Taverne de maître Taillevent
- 187 Galette saucisse (PSA - Rennes)
- 188 Boissons médiévales (Montbéliard)
- 189 Vannerie, travail du bois (Montbéliard)
- 190 Calligraphie
- 191 Lutte ouvrière
- 192 Place du village
- 194 Arboretum
- 195 Tour à bois



Fête de Lutte ouvrière

Et aussi

- **Le Préhisto-parc** : ateliers, conférences, bas-fourneau...
- **Le Carrousel de la connaissance** : balades aux côtés des premiers paysans du monde. La révolution... agricole. Spectacle audiovisuel de 45 minutes
- **Arboretum** : au milieu de 110 espèces d'arbres, sept visites commentées. Des ateliers, des conférences, des expositions
- **La Cité politique** : stands de groupes politiques invités
- **Pour manger** : plus de 70 stands de spécialités de toutes les régions et de tous les pays, à des prix raisonnables
- **Le Village médiéval**

Débats au Chapiteau Karl Marx

Vendredi

Michèle Audin : *La Semaine sanglante, mai 1871* – **Olivier Houdart** : Vers la liberté en orthographe? – **Clara Perrin** : *La santé et la révolution, Russie soviétique 1917-1924* – **Serge Benham** : *Les Convulsions du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale* – **Sylvie Thénault** : *Les ratonnades d'Alger 1956* – **Paul Palacio** : *Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt* – **Collectif des travailleurs sans papiers de Vitry** : la lutte, depuis des mois, de trois groupes de grévistes sans-papiers – **Marie-Laure Dufresne-Castets et Pascal Moussy** : la mascarade du dialogue social – **Présentation du livre** *Les cahiers de Verkhneouralsk, écrits de trotskystes soviétiques 1930-1933*

Samedi

- **Nathalie Arthaud** : présentation de son livre *Communiste, révolutionnaire, internationaliste*
- **Lutte ouvrière dans le courant trotskyste** : pour que la classe ouvrière renoue avec le communisme révolutionnaire

Marco Wolf : la science, produit des scientifiques ou de la société? – **William Blanc et Christophe Naudin** : *Charles Martel et la bataille de Poitiers, de l'histoire au mythe identitaire* – **Désiré Nogrette** : *Vivre heureux en luttant* – **Jean-Jacques Marie** : *Des gamins contre Staline* – **Roland Szpirko** : *Passage de témoin*

Dimanche

- **Jean-Pierre Mercier** : les syndicats aujourd'hui
- **Marco Wolf** : Ces mots qui nous manipulent – **Jean-Paul Demoule**, pour son livre

Homo migrans, de la sortie d'Afrique au grand confinement – **Judith Magre** : lecture – **Mehdi Charef**, pour sa trilogie biographique



Chapiteau des Sciences

Les débats

Vendredi

Patrick Berche (médecin) : pourquoi la Covid-19? – **Marc Peschanski** (biologiste-chercheur) : les nouvelles thérapies issues du vivant – **Pierre Olivier Lagage** (astrophysicien) : le nouveau télescope spatial James Webb – **Vincent Mourre** (archéologue) : les outils de nos ancêtres

Samedi

Céline Bon (paléogénéticienne) : tous métais, tous migrants – **Valérie Delattre** (archéologue) – le handicap en préhistoire – **Alain Dutech** (chercheur informatique) : des machines pensantes? – **Samuel Alizon** (écologue) :

prévoir les épidémies de SARS-CoV-2 – **Cléo Bertelsmeier** (chercheuse en écologie) : les sociétés de fourmis – **Marco Vito** (physicien) : les supernovae – **Stéphen Rostain**, pour son livre : *Amazonie, l'archéologie au féminin*

Dimanche

Laure Bonnaud-Ponticelli (Museum national d'histoire naturelle) : les pieuvres – **Roland Lehoucq** (astrophysicien) : pourquoi le Soleil brille – **René Frydman** (pionnier de la fécondation in vitro) : *Une histoire de la naissance* – **Caroline Freissinet** (astrochimiste) : chercher la vie dans le système solaire.

Des mini-conférences, des ateliers

La chimie qui bulle et qui lave □ L'écriture sur tablette d'argile □ La vue en relief □ Faire parler les pierres □ Virus et évolution □ Les extra-terrestres □ Grands singes et culture □ Les mathématiques arabes □ Épidémies et probabilités □ Température ressentie □ Les semi-conducteurs □ Covid et réanimation □ L'aventure du livre □ Tester des médicaments...



La roulotte de la Science

La preuve par l'ADN du lointain passé globe-trotter de l'humanité

Forums politiques

organisés par LO et l'UCI

- **Afghanistan** : la domination impérialiste ravage le pays et les populations
- **La Réunion** : les urnes divisent, seules les luttes peuvent unir le camp des travailleurs
- **La révolte sociale de novembre 2021 en Martinique et Guadeloupe**
- **Extrême droite** : une menace grave pour tous les travailleurs
- **L'armée française au Sahel**
- **La situation politique en Grande-Bretagne**
- **PCF** : nouvelle tête, même politique
- **Mélenchon et la NUPES** : nouvelle enseigne, vieille impasse
- **Chine-USA** : vers un conflit généralisé
- **Côte d'Ivoire** : les classe pauvres face à la flambée des prix
- **Turquie** : la classe ouvrière face à une crise dramatique
- **La situation politique en Haïti**
- **L'héritage soviétique dans la Russie actuelle**
- **Liban** : parasitisme de la bourgeoisie
- **Italie** : la classe ouvrière face au gouvernement Draghi
- **Les révolutionnaires face à la guerre en Ukraine**
- **Les États-Unis après deux ans d'administration Biden**

Grand bal dans la nuit de samedi à dimanche



Côté pratique

La fête se tient dans le parc du château de Bellevue à Presles (Val-d'Oise), à 30 km au nord de Paris, dans un parc boisé de 12 hectares.

Elle se déroulera pendant le week-end de l'Ascension, le vendredi 27 mai de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption du samedi 28 mai 9 heures au dimanche 29 mai 20 heures.

La carte d'entrée

La carte est valable pendant les trois jours de la fête. Elle coûte 15 euros en prévente, 25 euros sur place. L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

Les bons d'achat

Pour obtenir à l'avance 20% de réduction sur tous vos achats à l'intérieur de la fête, des bons d'achat sont disponibles au prix de 4 euros pour 5 euros de pouvoir d'achat.

Cartes et bons d'achat sont disponibles auprès de nos militants et sur le site Internet de la fête.

Renseignements, programme, vente de cartes et bons :

<https://fete.lutte-ouvriere.org>

Sri Lanka : de la crise à la faillite

Bousculée par des semaines de manifestations, la famille Rajapaska, qui contrôle le sommet de l'État au Sri Lanka, a été obligée de sacrifier le grand frère, Mahinda.

Le 9 mai, celui-ci a démissionné de son poste de Premier ministre, pour tenter de sauver la présidence de son cadet, Gotabaya. Plusieurs autres membres du clan avaient déjà démissionné de leur ministère ces dernières semaines.

L'ascension des Rajapaska tient à leur rôle dans la répression que l'armée a exercée contre la minorité tamoule, mettant fin dans le sang à la rébellion des Tigres en 2009. Mahinda, président de 2005 à 2015, avait dû céder sa place à l'opposition après avoir perdu les élections. Mais en 2019, profitant de l'émotion suscitée par des attentats islamistes – 258 morts et près de 500 blessés – ce clan avait repris le pouvoir, jamais avare de démagogie nationaliste flattant la majorité cinghalaise et bouddhiste.

Depuis, le Sri Lanka s'enfonce dans une crise économique sans solution. La pandémie, renforçant l'effet des attentats, l'a privé des ressources du tourisme. Le pays s'est endetté considérablement et n'a plus de réserves de devises.

L'accélération de l'inflation mondiale a rendu les importations hors de prix : la roupie sri lankaise a perdu 30% de sa valeur en mars. L'électricité ne fonctionne plus que de manière intermittente, les malades ne trouvent plus de médicaments, ou bien hors de prix. Même les chaussures sont considérées comme des biens non-essentiels dont l'importation est stoppée. Le gouvernement a cru bon de maquiller l'impossibilité financière d'importer des engrais chimiques, dont les prix s'envolent sur les marchés internationaux, en une bonne action pour l'environnement. Mais la production agricole a chuté, la disette est là et dans la population pauvre on saute des repas.

Depuis un mois et demi, les manifestations sont quotidiennes dans la capitale, Colombo, demandant le départ du président. Même le clergé bouddhiste, qui avait soutenu le nationalisme violent des Rajapaska, s'est retourné contre eux et s'est montré dans la rue. Les manifestants, repoussés par la



Manifestation anti-gouvernementale le 19 avril 2022.

police lorsqu'ils essayaient d'atteindre le palais présidentiel et les ministères, ont incendié les maisons de certains ministres.

Le 8 mai, les Rajapaska ont mobilisé leurs partisans, qui ont attaqué les protestataires antigouvernementaux à coups de bâtons, accompagnés par les gaz lacrymogènes de la police. Deux députés ont tiré sur des manifestants et ont fait des morts. Le couvre-feu a été décrété sur toute l'île, neuf personnes sont mortes et 300 ont été blessées, mais le Premier ministre a quand même dû jeter l'éponge, après avoir essayé en vain de convaincre l'opposition de rejoindre son gouvernement pour le stabiliser. Dès que la place a été libre, les politiciens de l'opposition

ont formé un nouveau gouvernement, sous l'autorité affaiblie du président Gotabaya Rajapaska.

Le nouveau Premier ministre, Ranil Wickremesinghe, est un cheval de retour qui gouverne pour la quatrième fois. Au vu de la déconfiture économique, il n'a pu que promettre des sacrifices à la population, annonçant : « *Les deux mois à venir seront les plus difficiles de nos vies* », la crise économique « *va aller de pire en pire avant une amélioration* ». Le 16 mai, il a dû avouer qu'il n'y avait plus qu'une journée de stock de carburant. Quatre pétroliers ont été financés par une ligne de crédit d'urgence débloquée par l'Inde voisine mais, quand ils accosteront, le sursis ne sera

que de quelques jours. Avec son ministre de l'Économie, Wickremesinghe a supplié la population d'arrêter de faire la queue aux stations-service, où les gens se rencontrent et d'où partent des manifestations spontanées. Impuissant, le nouveau gouvernement a indiqué qu'il allait imprimer plus de billets de banque, tout en reconnaissant que cela accélérerait l'inflation.

Il voudrait en finir avec les manifestations et l'instabilité politique qu'elle provoque. Mais, pour desserrer l'étau de la crise économique mondiale dans laquelle ce pays se débat, la classe ouvrière et la population pauvre n'ont rien à attendre d'un tel pouvoir politique.

Lucien Déroit

Palestine : un crime de l'armée israélienne



Lors des obsèques de Shireen Akleh.

Mercredi 11 mai, Shireen Abu Akleh, journaliste américano-palestinienne de la chaîne Al-Jazeera, a été tuée d'une balle au visage lors d'un reportage sur un raid israélien dans le camp de réfugiés de Jénine, au nord de la Cisjordanie.

Équipée d'un gilet pare-balles siglé « Press », elle était bel et bien visée en

tant que journaliste. D'après Reporters sans frontières, c'est la septième tuée dans

les territoires palestiniens depuis 2018. Shireen Abu Akleh, qui dénonçait depuis plus de vingt ans les violences de l'État israélien, était célèbre au Proche-Orient et dans tout le monde arabe, où son assassinat a suscité une grande émotion.

Vendredi 13 mai, à Jérusalem-Est, alors que des milliers de Palestiniens étaient rassemblés pour ses obsèques devant l'hôpital où reposait son corps, les policiers israéliens ont chargé la foule, distribuant les coups de matraque y compris aux porteurs du cercueil, usant de fumigènes et de grenades assourdissantes, arrachant les drapeaux palestiniens. Au même moment, dans le camp de Jénine et ses alentours, treize Palestiniens

ont été blessés par balles.

Ce déchaînement de violence est à l'image de ce que vivent les Palestiniens depuis des semaines. Depuis le 22 mars, à la suite d'une série d'attentats qui ont fait 19 morts parmi la population israélienne, le Premier ministre israélien Naftali Bennett multiplie les gestes en direction de l'extrême droite, dont il est lui-même issu. À la tête d'une coalition hétéroclite qui va de la droite religieuse à la gauche travailliste, fragilisé par plusieurs défections, il tente ainsi de sauver son gouvernement. Les restrictions de circulation et les humiliations se sont accentuées. En Cisjordanie, particulièrement à Jénine, les ratissages militaires, les arrestations

sont devenus quotidiens. L'État israélien poursuit et intensifie sa politique de colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie : le 12 mai, Bennett a encore annoncé la construction de près de 4500 logements dans les colonies de Cisjordanie.

Après la diffusion dans le monde entier des images du corps sans vie de la journaliste, les États-Unis et l'Union européenne n'ont pu que condamner son assassinat et la brutalité des policiers israéliens lors de ses obsèques. Mais les grandes puissances n'ont rien à redire au terrorisme d'État que les dirigeants israéliens infligent au quotidien à tout un peuple, car elles en sont complices.

Julie Lemée

Finlande, Suède et OTAN : la politique de Poutine renforce l'impérialisme

La Finlande, qui a une longue frontière avec la Russie, a officiellement demandé à entrer dans l'OTAN. La Suède s'apprête à faire de même. Ces deux États mettent ainsi fin à la neutralité qu'ils affichaient jusque-là.

En réalité, le rapprochement de la Finlande et de la Suède avec le camp occidental ne date pas de ces dernières semaines, mais au moins de l'effondrement de l'URSS en décembre 1991. Elles ont rejoint l'Union européenne trois ans plus tard. Dès mai 1992, la Finlande avait remplacé ses avions militaires, pour partie des MIG-21 soviétiques, par des F-18 commandés aux États-Unis, auxquels succèdent maintenant des F-35, également américains, au grand dam de Dassault

qui espérait remporter le marché. La préférence a été donnée à ce type d'avions, qui pourront s'intégrer à la flotte de l'OTAN, dans les manœuvres conjointes aujourd'hui, voire plus tard dans une guerre.

Si la neutralité de la Finlande et de la Suède était de moins en moins une réalité, la majeure partie de leur population y restait toutefois attachée.

L'inquiétude suscitée par la guerre en Ukraine a-t-elle vraiment provoqué un changement d'état d'esprit

de la population ? Voit-elle maintenant dans l'OTAN une protection contre une éventuelle agression russe ? En tout cas, dans les deux pays, les gouvernements, à direction social-démocrate, n'ont plus aucune retenue pour se déclarer en faveur d'une adhésion à l'Alliance atlantique. Ils souscrivent à l'objectif de l'OTAN de boucler l'encerclement de la Russie le long des 1 300 kilomètres de la frontière finlandaise, dont la deuxième ville de Russie, Saint-Petersbourg, n'est distante que de 140 kilomètres. Avec celles des pays Baltes, qui font déjà partie de l'Alliance, leurs flottes et leur système de surveillance des sous-marins russes feront de la Baltique



Frégate suédoise.

une « mer OTAN ». Et, dans le grand Nord, la présence militaire suédoise fait face à celle de la Russie.

Loin de protéger les peuples d'une guerre future, cette adhésion à l'OTAN contribuera à accroître les tensions avec la Russie. C'est cette même politique d'encerclement menée par l'OTAN qui a conduit Poutine à envahir l'Ukraine. De son côté, l'OTAN n'est pas une officine de paix destinée à protéger les peuples. Cette coalition militaire

constitue le bras armé de l'impérialisme américain et ses dirigeants sont aussi peu soucieux de l'intérêt des peuples que les maîtres du Kremlin.

Les gouvernements finlandais et suédois offrent aux États-Unis et à leurs alliés de nouveaux champs de manœuvre pour préparer des guerres dans le cadre de l'affrontement contre la Russie, avec les populations du nord de l'Europe en première ligne.

Jean Sanday

États-Unis : tueurs racistes à l'œuvre

Samedi 14 mai, un jeune homme de 18 ans, Payton Gendron, a perpétré un massacre dans un supermarché d'un quartier noir de Buffalo, une ville de l'État de New York. Avec une arme semi-automatique, il a fait dix morts et trois blessés, avant de se rendre à la police.

Le mobile raciste de ce suprémate blanc ne fait guère de doute. Gendron a fait trois heures de route depuis son village pour atteindre ce supermarché, après avoir diffusé un manifeste de 180 pages où il se définissait comme raciste, fasciste et antisémite. Il écrivait qu'il fallait trouver un endroit où tuer autant de Noirs que possible, et Buffalo était la ville à sa portée comptant la plus grande proportion de Noirs. Onze de ses treize victimes sont d'ailleurs noires. Il se revendique des tueries

de Christchurch en Nouvelle-Zélande, où en 2019 un homme a tué 51 musulmans, et de Charleston en Caroline du Sud, où en 2015 un autre raciste avait assassiné neuf Afro-Américains dans une église. On peut ajouter qu'en 2018 un homme a tué onze personnes dans un synagogue de Pittsburgh, et qu'en 2019, un autre suprémate a tué 23 personnes dans un supermarché d'El Paso au Texas, en ciblant cette fois les Mexicains-Américains.

Dans chacun de ces cas, les tueurs étaient des

suprémates blancs. Mais, derrière ces personnages qui passent à l'acte, il y a des théoriciens, des journalistes et des politiciens racistes qui les inspirent, en pérorant sur le « grand remplacement ». Aux États-Unis, Trump a repris, à sa façon, cette théorie, et sa présidence a permis à ses adeptes de prospérer. De grands médias comme Fox News s'en font toujours la caisse de résonance. Cinq soirs par semaine, le présentateur Tucker Carlson y anime un talk-show à succès, qui propage l'idée d'un complot visant à permettre à des migrants du tiers-monde de venir remplacer les Blancs. Des politiciens prennent la pose à la frontière avec le Mexique, en fustigeant « l'invasion » migratoire.

En France aussi, Le Pen reprend cette thèse à sa manière, en ciblant les musulmans et les migrants. Et Zemmour en a fait son fonds de commerce électoral, pour ne pas dire son fond de poubelle puant. Les journalistes ou les politiciens qui fustigent du matin au soir les étrangers, les Noirs, les musulmans ou les juifs, arment politiquement des tueurs racistes comme celui de Buffalo.

Michel Bondelet



Le supermarché de Buffalo après le massacre.

Frontex : l'Europe contre les migrants

Après la démission du directeur exécutif de Frontex, Fabrice Legeri, France 2 a rappelé dans l'émission Complément d'enquête le rôle des États européens et comment le budget de leur agence européenne de surveillance des frontières est utilisé.

Les fonds investis dans ces opérations de répression de l'immigration sont considérables : entre 2005 et 2021, le budget de Frontex est passé de 6 à 544 millions d'euros par an. D'ici 2027, l'Europe va dépenser 23 milliards d'euros et Frontex embauchera 10 000 agents supplémentaires pour renforcer les polices détachées par chaque pays.

À cela s'ajoute ce que chaque État dépense pour construire des murs ou des clôtures. C'est même devenu un marché pour des entreprises de matériel de plus en plus perfectionné. Drones ou nouveau modèle d'hélicoptère d'Airbus, barbelés équipés de petits harpons en lames de rasoir, spécialité d'une société espagnole,

nouvelles caméras thermiques, capables de repérer une présence jusqu'à 20 kilomètres de distance, vantées par une commerciale française : tout cela compose un marché très dynamique et profitable, selon les dires des industriels de la défense !

Le résultat de cette politique inhumaine se compte en milliers de noyés, de blessés graves voire de morts sur ces barbelés harpons, en milliers de femmes, d'hommes et d'enfants enfermés dans des camps, pourchassés sur les frontières mais qui, de toute façon, ne renonceront jamais à essayer de vivre loin de la misère et des conflits.

Sylvie Maréchal

Novares – Libercourt: succès de la grève pour les salaires

Novares est un sous-traitant qui fournit en flux tendu des composants plastiques pour les usines d'assemblage de l'automobile. Jeudi 12 mai, dans le cadre des négociations annuelles, la direction à Libercourt, dans le Pas-de-Calais, a annoncé qu'elle n'irait pas au-delà de 1,8 % d'augmentation des salaires pour cette année.

À la sortie de la réunion, vers 17 heures, les militants de FO et de la CFDT proposaient de débrayer et une très grosse majorité de l'atelier cessait le travail. À la relève, l'équipe de nuit s'est elle aussi mise en grève, de même que celle du matin, soit au total 150 travailleurs. Au picquet de grève, beaucoup de discussions portaient sur les salaires et le coût de la vie: certains ont trente ans d'ancienneté et ne gagnent

que 1500 euros, d'autres disaient payer 200 euros de gasole par mois uniquement pour venir travailler. Les grévistes partagent l'idée que les actionnaires de ce groupe Novares, qui possède des usines partout dans le monde, ont largement de quoi augmenter les salaires.

Dans les premiers moments de la grève, l'encadrement a tant bien que mal réussi à expédier quelques camions de pièces mais, vendredi 13 mai au soir, les

stocks étaient à zéro et la production totalement arrêtée. La grève s'est poursuivie lundi 16 mai et a eu des répercussions chez Toyota à Onnaing car, sans pièces plastiques, il est impossible de produire les voitures. Toyota choisit alors de placer la totalité des ouvriers de production en chômage partiel et son usine était à l'arrêt dès la fin d'après-midi. Le mardi, une autre usine Toyota, en République tchèque, annonçait l'arrêt de production à partir du lendemain, faute de pièces.

Devant le rapport de force imposé par les travailleurs, la direction de Novares revenait sur ses propositions. Lundi soir 16 mai, elle se disait prête



à accorder 2,8 % d'augmentation, une revalorisation des primes panier, ce qui en fonction des différents coefficients représente entre 85 et 105 euros net par mois. Elle y ajoutait une prime exceptionnelle de rentrée.

Ce n'était cependant pas suffisant pour les travailleurs, qui choisissaient de poursuivre la grève. Alors, le mardi, la direction annonçait 3,5 % d'augmentation,

avec l'intégration définitive de la prime de rentrée dans le salaire. En fonction des coefficients, cela représente entre 105 et 125 euros net par mois. En plus de cela, les grévistes arrachaient une prime de 156 euros net et le paiement d'un jour de grève en congé payé. Après quatre jours de grève, c'est la tête haute qu'ils reprenaient le travail en fin de journée.

Correspondant LO

Travailleurs sans papiers: pour la régularisation, la lutte continue

Depuis plus de six mois, les sans-papiers de Chronopost à Alfortville, ceux de DPD au Coudray-Montceaux ainsi que ceux de RSI, une société d'intérim spécialisée dans le bâtiment à Gennevilliers, réunis au sein du comité des sans-papiers de Vitry, continuent inlassablement leur lutte pour leur régularisation.

Mardi 10 mai, journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leur abolition, les grévistes sont venus une nouvelle fois manifester pour leur régularisation devant les grilles de la préfecture des Hauts-de-Seine, à Nanterre. Seuls les deux élus PCF de Gennevilliers étaient reçus par un responsable de la préfecture. Mais le compte-rendu fait par la députée à la sortie de l'entrevue montrait

que le dossier n'y avait pas beaucoup évolué. Tous ceux de RSI ont des cerfas et des certificats de concordance (formulaires remplis, datés et signés par l'employeur), mais ils seraient seulement une trentaine, et encore, à pouvoir être retenus pour une éventuelle régularisation.

Auparavant, le 5 mai, les grévistes sans papiers s'étaient rendus en manifestation devant le siège

de La Poste, accompagnés de représentants de Sud et Solidaires. La DRH de Geopost, groupe rassemblant les activités colis de La Poste et de ses filiales, a alors annoncé aux responsables syndicaux qu'elle venait de se rendre compte que Derichebourg, une de ses entreprises sous-traitantes, avait employé des sans-papiers. Elle en tirait donc les conséquences, en rompant le contrat avec Derichebourg. Cela ne résoud évidemment rien, car le problème posé est que des travailleurs qui se retrouvent à faire les tâches les plus dures, les plus mal payées, n'existent pas du point de vue de La Poste ou des préfectures, et donc ne peuvent être régularisés, ne peuvent revoir leur famille, leur femme, leurs enfants restés au Mali ou au Sénégal, le seul lien possible étant WhatsApp.

Cette journée du 10 mai était bien choisie. Car, si les autorités voudraient qu'elle ne soit que celle de la mémoire d'une histoire ancienne, elles se montrent les dignes successeurs de leurs ancêtres esclavagistes du 18^e siècle, avec les mêmes comportements méprisants. Mais, pour ces jeunes

travailleurs de moins de 30 ans pour la plupart, il n'est plus question d'accepter une situation de sous-travailleurs. Leur grève, leur détermination forcent le respect, tandis que les responsables d'entreprises qui les emploient ainsi que les responsables préfectoraux disent blanc un jour, gris le lendemain et

noir trois jours après.

Pour les travailleurs, il ne doit pas y avoir de sous-catégorie. Le combat de ces travailleurs sans papiers doit être celui de tous. D'après les chiffres plus ou moins officiels, ils seraient 700 000 en France. Alors, régularisation de tous les sans-papiers!

Correspondant LO

Nouvelles parutions: mémoires ouvrières

Ces trois livres retracent l'itinéraire militant de trois camarades de Lutte ouvrière.

Tous trois ont commencé à militer au cours des années 1960, encore marquées par la guerre d'Algérie, l'omniprésence du PCF et de la CGT. Lutte ouvrière, ou plutôt son ancêtre Voix ouvrière, n'était encore qu'un tout petit groupe trotskyste qui voulait implanter les idées communistes révolutionnaires dans la classe ouvrière.

Ces trois camarades ouvriers ont milité dans de grandes usines de

l'automobile, à Renault et à Chausson.

Ils présenteront leur livre à la fête, les 27, 28 et 29 mai.

- *Vivre heureux en luttant*, **Désiré Nogrette** – 13,50 euros
- *Passage de témoin*, **Roland Szpirko** – 17,50 euros
- *Mémoires d'un militant ouvrier à Renault Billancourt*, **Paul Palacio** – 9 euros

Éditions Les Bons Caractères



Toray Films Europe – Ain : la grève impose le rattrapage des salaires

Quatre jours de grève ont obligé la direction de Toray Films Europe à concéder une augmentation générale de 78 euros brut, rétroactive au 1^{er} janvier.

Cette somme vient s'ajouter aux 22 euros qu'elle avait eu le culot de proposer au titre des augmentations annuelles. Elle a également dû porter de 350 à 850 euros la prime prévue en juillet.

Dans cette usine qui produit du film alimentaire à Saint-Maurice-de-Beynost près de Lyon, l'ambiance avait commencé à changer avec l'annonce de bons résultats pour le début d'année. En avril, les travailleurs ont appris que ceux de l'autre usine française

du groupe japonais Toray, à Pau, avaient obtenu 100 euros par mois après une menace de grève.

Le 9 mai, un groupe d'ouvriers postés décidait de se mettre en grève sans plus attendre, entraînant les autres équipes. Dès l'après-midi, les grévistes retrouvaient les réflexes de la grève de 2018 qui avait laissé de bons souvenirs et installaient un piquet sur la pelouse devant l'usine, avec barnums et barbecues.

Le lendemain, un groupe

de techniciens de production et maintenance rejoignait le mouvement sous les ovations. Pour la première fois une grève regroupait travailleurs postés et ceux en journée. Dans la foulée, l'assemblée des grévistes votait la revendication de 300 euros.

Pour certains, cette somme correspondait au manque à gagner dû à l'inflation. Pour d'autres, c'était surtout une façon de demander « *une grosse somme et pas des miettes* ». Le soir même, la direction, inquiète de voir quatre lignes de production totalement à l'arrêt, proposait 60 euros par mois,

proposition refusée par les grévistes.

Devant l'usine, le piquet était animé jour et nuit dans une ambiance de fête et de discussions. Les travailleurs démontraient qu'ils pouvaient décider eux-mêmes de la date des réunions salaires et imposaient la bonne méthode pour faire que les salaires suivent les prix : la grève.

Le 11 mai, le patron proposait une augmentation de 78 euros, soit 100 euros avec l'augmentation initiale. Toute la soirée, les discussions sur le piquet montraient des hésitations entre la possibilité d'obtenir

plus face à une direction qui avait lâché si vite, et la crainte de devoir engager une grève plus longue.

Le 12 mai, au cours de l'assemblée générale quotidienne, le souci de ne pas se désunir l'emportait et la reprise était votée massivement. Bien sûr, les 100 euros seront très vite rattrapés par l'inflation qui s'annonce durable.

Les grévistes en étaient bien conscients et, en décidant de reprendre ensemble, certains voulaient affirmer qu'il faut se tenir prêts à repartir en grève dans les prochains mois.

Correspondant LO

Industrie chimique : les empoisonneurs

La diffusion d'une enquête télévisée sur la pollution aux perfluorés, engendrée par les activités du site chimique regroupant Arkema et Daikin, à Pierre-Bénite, a provoqué l'inquiétude, la colère et de nombreuses questions, aussi bien parmi les travailleurs du site que chez les riverains.

Dans ces deux entreprises, les perfluorés ont été utilisés pendant de nombreuses années. Les directions tenaient des propos rassurants, se réfugiant derrière l'argument qu'aucune étude scientifique n'avait prouvé la toxicité de ces produits. Et pour cause, aucune étude n'avait été faite et les directions s'étaient bien gardées d'en diligenter. Même après la révélation des dangers de ces produits en 2000, ceux-ci ont continué à être utilisés. Cela a été le cas notamment du surflon, jusqu'en 2016.

Sous la pression des travailleurs, inquiets et qui se doutaient que leur patron ne leur disait pas tout, Arkema a remplacé progressivement le surflon

par des molécules censées être biodégradables et non toxiques. Depuis, les travailleurs exposés sont suivis médicalement et leur taux de surflon est surveillé chaque année. De ce fait, le danger des perfluorés était pour tous de l'histoire ancienne. Les révélations sur la pollution ont donc été une douche froide. Le fait que les concentrations de ces produits dans le sol, dans l'air et dans l'eau demeurent très élevées des années après, inquiète. Chacun se dit que, si ces taux sont aussi importants autour du site, alors qu'en est-il dans l'usine et dans les ateliers de production?

De même, qu'en est-il des additifs fluorés de substitution relâchés sans contrôle

dans l'atmosphère et dans les eaux du Rhône, sous prétexte qu'il n'existe actuellement aucune norme concernant ces molécules? Dans sa communication, la direction se veut rassurante, expliquant que les produits utilisés aujourd'hui sont sans danger. Mais, connaissant son irresponsabilité dans les années passées, il est difficile de lui faire confiance!

Et quand bien même ce serait vrai, de nombreux

problèmes se posent concernant la santé des travailleurs et des riverains: l'eau est-elle potable, que faire pour se protéger, pour préserver sa santé et celle des enfants qui ont été exposés dès leur plus jeune âge, soit par le lait maternel contaminé, soit en jouant sur des terrains de sport voisins de l'usine? Quant à ceux qui dans l'usine développeraient des pathologies liées aux perfluorés, à quelle indemnisation auraient-ils

droit? Sera-t-il possible, comme pour l'amiante, de classer le site et de partir plus tôt à la retraite?

Pour obtenir des réponses et faire valoir leurs revendications, riverains et salariés auront tout intérêt à ne pas se contenter des belles paroles des patrons. Ils ne peuvent pas compter non plus sur les autorités, qui sont rarement pressées d'imposer à ceux-ci quelque contrainte que ce soit.

Correspondant LO

Les perfluorés

Cette appellation recouvre une famille de 4700 molécules utilisées depuis des dizaines d'années comme additifs dans l'industrie chimique. Parmi eux, le surflon, par exemple, entre dans la composition de revêtements antiadhésifs pour divers ustensiles de cuisines, comme les poêles.

Au début des années 2000, un procès aux États-Unis a révélé la dangerosité, en particulier, de l'un d'entre eux, le PFOA, déversé dans le fleuve Ohio par la société Dupont. Ce produit qui se retrouvait dans l'eau potable pouvait entraîner cancers, atteintes au système immunitaire ou au foie, et aussi des problèmes

génétiques entraînant stérilité, malformations, ou avortements...

Le combat d'un avocat qui a fait condamner la société Dupont pour ses rejets toxiques ayant empoisonné des centaines de milliers de riverains de l'Ohio a été relaté dans le film *Dark Waters* sorti en 2019.

Correspondant LO

La Cane – La Réunion : en grève

Depuis mardi 10 mai, les travailleurs de la Cane, la Coopérative agricole du Nord-Est, sur l'île de La Réunion, sont en grève contre des conditions de travail exécrables et pour une augmentation de salaire de 500 euros.

Le conseil d'administration, réuni jeudi 12 mai,

a débarqué son président mais cela n'a en rien entamé la détermination des grévistes. C'est ce conseil qui avait mis en place le directeur, lui toujours à son poste, habitué des méthodes brutales et des provocations à l'égard du personnel.

La quarantaine de grévistes se réunissent en

assemblée générale chaque matin et organisent les actions pour faire connaître leur mouvement et y entraîner de nouveaux travailleurs. « *Nous voulons vivre de notre travail, non perdre notre vie à essayer de la gagner!* », disent-ils avec raison.

Correspondant LO



Tours et Métropole : les agents territoriaux toujours en lutte

Maintien des congés d'ancienneté, augmentation mensuelle de 300 euros, prime annuelle de 1 500 euros, un treizième mois en quelque sorte, ce sont les revendications des grévistes agents territoriaux de Tours.

Comme dans bien des collectivités, les salaires sont notoirement insuffisants et les conditions de travail se sont dégradées à cause du manque d'embauches.

Le retrait des congés d'ancienneté a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et grandir le mécontentement dans bien des services.

La grande majorité des agents de la propreté urbaine, de la collecte des ordures ménagères, mais aussi des agents d'autres services sont restés en grève toute une semaine. La direction de la métropole a d'abord joué la fermeté mais elle a dû finalement en rabattre devant la détermination des grévistes. Vendredi 13 mai, elle a entrepris de se déplacer dans les quatre dépôts en grève depuis le lundi. Après sa visite au dépôt Sud, les travailleurs ont

immédiatement averti les grévistes des trois autres dépôts. Quand la direction est arrivée au dépôt centre, non seulement les éboueurs grévistes l'attendaient, mais aussi les grévistes de la propreté urbaine venus en renfort. Les émissaires de la métropole n'ont pu que constater l'inutilité de leurs efforts pour faire reprendre le travail sans rien lâcher sur les revendications, et ont dû battre en retraite.

Dans la même matinée, le président de la métropole demandait à rencontrer une délégation de grévistes et promit « les yeux dans les yeux » 150 euros mensuels. Mais, peu après, alors que les grévistes étaient en train de discuter de sa proposition, il est revenu sur son engagement. Se retranchant derrière les autres maires de la métropole qui ne seraient pas d'accord sur ces



150 euros, il ne parlait plus que de 120 euros. Il mettait ainsi tout le monde d'accord... pour ne pas accepter!

Lundi 16 mai, la direction de la métropole convoquait les représentants syndicaux, mais il n'était même plus question des 120 euros. Elle prétendait qu'il n'y avait qu'une minorité de grévistes et exigeait l'arrêt de la grève pour reprendre les négociations. Cerise sur le gâteau, Frédéric Augis, le président de la métropole qui avait promis 150 euros puis 120 trois jours avant, n'était même pas présent à cette réunion.

Pour les 200 grévistes réunis en assemblée générale devant l'hôtel de ville de Tours pour discuter de la suite du mouvement, cette

annonce de la métropole était une véritable provocation. « Pas question qu'on sorte bredouille de ce combat! » Il était décidé de refaire le tour des services pour entraîner davantage de collègues et de se retrouver le surlendemain devant le siège de la métropole.

Comme les fois précédentes, avant de se séparer, les grévistes ont manifesté autour de la place. Cette fois-ci, une porte de l'hôtel de ville étant ouverte, ils s'y sont engouffrés, et ont fait venir le maire de Tours, lui aussi membre de la métropole, lui demandant de s'expliquer. Celui-ci mit en avant le fait qu'il ne fait pas partie de l'exécutif de la métropole – il est Europe Écologie Les Verts, le président de

la métropole est LR – pour ne pas prendre position et tenter de montrer sa différence. Mais à une question sur les revendications salariales des agents de la ville de Tours, il n'avait pas davantage de réponse, renvoyant à une rencontre ultérieure avec les syndicats.

Quelle que soit l'étiquette politique de leurs adversaires, les grévistes savent que les faire céder dépend du rapport de forces. Ils comptaient bien refaire dès 5 heures du matin le tour des différents centres de collecte mais aussi de la propreté urbaine pour élargir le mouvement et remobiliser les grévistes afin d'interpeller à nouveau la direction.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal mai 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Élections législatives : les candidats de Lutte ouvrière

Aux élections législatives des 12 et 19 juin 2022, Lutte ouvrière présente des candidats dans les 539 circonscriptions de métropole et sept circonscriptions à la Réunion.

Dans les quatre circonscriptions de Martinique et les quatre de Guadeloupe, elle sera aussi présente grâce aux candidats de Combat ouvrier.

Dans ces 554 circonscriptions, Lutte ouvrière sera donc représentée par 277 femmes et 277 hommes dont toutes et tous appartiennent au monde du travail : employés, ouvriers, conducteurs de bus, cheminots, soignants, enseignants, postiers, techniciens, femmes de ménage,

etc. Toutes et tous sont des militants, qui ne font pas de carrière politique, et ne vendront pas leurs idées pour une place. Ils poursuivent dans les élections législatives le combat qu'ils mènent au quotidien, en permanence, dans les entreprises et les quartiers populaires, pour les intérêts de leur classe.

Comme ils le rappellent sur leurs affiches, la soif de profit des capitalistes nous condamne à l'exploitation, à la crise économique et



climatique. La domination impérialiste sur le monde mène à la guerre, et il faut refuser les sacrifices

imposés par ce système fou!

Voter Lutte ouvrière, ce sera défendre un programme de lutte :

Contre le chômage et la précarité, il faut répartir le travail entre tous sans perte de salaire; travailler moins et travailler tous!

Contre la flambée des prix et la chute de notre pouvoir d'achat, il faut augmenter et indexer les salaires et les pensions sur la hausse des prix; pas un salaire, pas une pension, pas une allocation à moins de 2000 euros net!

Contre la spéculation, les méfaits et la rapacité des capitalistes, il faut

abolir le secret des affaires et imposer le contrôle des travailleurs!

Contre Macron, réélu pour servir les capitalistes et nous faire payer la crise, contre l'extrême droite, déguisée en amie des classes populaires, contre le rejet des étrangers, contre le nationalisme et la division entre travailleurs, face aux marchands d'illusions qui prétendent que nous pouvons nous protéger en élisant de bons députés, voter Lutte ouvrière c'est affirmer que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et qu'ils doivent se rassembler sur le terrain de la lutte de classe!

Sidjie Esdras, employée de mairie en Guadeloupe

Candidate de Combat ouvrier dans la 3^e circonscription de Guadeloupe, j'ai 31 ans et je suis employée de mairie. Je suis l'aînée d'une fratrie de trois enfants.

Nous avons été élevés par une mère seule. Elle avait été auxiliaire puéricultrice pendant vingt ans avant d'être licenciée en 2012 lorsque la crèche où elle travaillait a fermé ses portes. Depuis, elle n'a jamais retrouvé un travail stable. À 59 ans, elle enchaîne les CDD. C'est la situation de ma mère qui m'a définitivement dégoûtée de la société injuste dans laquelle nous vivons.

Je me présente pour faire entendre le camp des travailleurs. Aux Antilles, la situation des travailleurs



et des plus modestes est pire qu'en France hexagonale. Le chômage y est trois fois plus élevé, les prix des produits alimentaires est doublé voire triplé, alors que les revenus sont en moyenne plus faibles. Dans ces territoires ravagés par les séquelles du colonialisme, cette situation n'est pas une fatalité, mais elle

est le résultat d'un système basé sur l'exploitation et l'enrichissement d'une minorité de gros possédants, sous le regard bienveillant de l'État.

L'État laisse volontairement pourrir les services publics. Voilà pourquoi, au 21^e siècle en Guadeloupe, des milliers de foyers sont privés d'eau potable. Voilà pourquoi l'hôpital tombe en ruine et les ordures ménagères ne sont pas ramassées régulièrement!

Travailleuses, travailleurs, chômeurs, retraités modestes, plus nous serons nombreux à avoir conscience qu'il faut renverser ce système, plus nous aurons une chance d'y parvenir.

Éric Pecqueur, ouvrier dans le Nord

Je suis issu d'une famille d'ouvriers du Douaisis, dans le Nord. Mes deux grands-pères étaient mineurs, adhérents à la CGT, et l'un d'eux a milité au PCF. Mon père était délégué CGT dans le bâtiment, et ma mère a travaillé dans le textile.



Moi, je travaille depuis vingt-deux ans à l'usine automobile Toyota près de Valenciennes. L'entreprise vient d'annoncer des bénéfices record : 24,8 milliards d'euros en un an, malgré une baisse des ventes de 15%! Cela fait en moyenne 3000 euros de bénéfice par voiture produite dans le monde. À l'usine, nous en fabriquons 1250 par jour... alors faites le calcul!

Oui, l'argent existe, non seulement pour augmenter les salaires de 500 euros mensuels et pour que ces salaires augmentés suivent la hausse des prix, mais aussi

pour embaucher massivement et répartir le travail entre tous.

Dans cette élection législative, candidat dans la 16^e circonscription du Nord, j'affirmerai que pour défendre ses intérêts, le monde du travail ne doit compter que sur ses luttes, ses mobilisations, les grèves et les occupations d'usines.

Les travailleurs produisent toutes les richesses dans cette société et sont indispensables à son fonctionnement. Alors, il est légitime que le monde du travail se fixe pour but de reprendre le pouvoir.

Julie Lepert, auxiliaire de vie dans le Morbihan



Candidate dans la 3^e circonscription du Morbihan, j'ai 32 ans et suis actuellement auxiliaire de vie sociale (AVS). Mes collègues et moi accompagnons des personnes dépendantes dans leur vie quotidienne à leur domicile. Avant, j'ai travaillé dans les serres à tomates. Dans ces travaux assez éprouvants, j'ai pu côtoyer et apprendre à connaître des collègues venant de tous les continents. Pendant la pandémie, le travail n'a pas

cessé. Dans les serres, les patrons s'inquiétaient plus du virus de la tomate que du coronavirus. Tant que les tomates poussaient, tout allait bien.

Chez les AVS, les collègues ont travaillé sans protection et plusieurs ont attrapé le Covid. Avec le passe sanitaire, certaines d'entre elles ont vu leur contrat suspendu sans aucune indemnité. Leur salaire était parfois le seul moyen de subsistance de la famille, et elles ont vécu cette suspension comme une insulte, en plus des conséquences catastrophiques qu'elle a pu avoir sur leur vie.

J'ai vu avec quel courage les travailleuses et les travailleurs, quelle que soit leur origine, font valloir que vaille tourner la société. Et depuis que je milite avec Lutte ouvrière, cela me convainc qu'ils sont les mieux à même de la diriger.